

DOSSIER DE CAMPAGNE

# TOUS HÉROS DE LA SANTÉ

ONLY  
FIGHTERS  
WIN



ZORG VOOR  
ELKAAR

STAY SAFE  
SPEAK UP

JOIN  
THE  
MOVEMENT

ONLY  
FIGHTERS  
WIN

PAS DE  
LOCKDOWN  
SUR LES  
DROITS

SEULS CEUX  
QUI LUTTENT  
GAGNENT



**Viva Salud lutte pour le droit à la santé  
à travers le monde. Pour ce faire, nous  
nous basons sur nos valeurs clés :  
justice sociale, solidarité, militantisme  
et souveraineté.**



ENSEMBLE, LUTTONS POUR LA SANTÉ

Viva Salud asbl  
Chaussée de Haecht 53  
1210 Bruxelles  
02 209 23 65  
info@vivasalud.be  
www.vivasalud.be  
compte n° BE15001045178030

Afin de faciliter la lecture du document, nous avons employé le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les personnes binaires que non-binaires. Viva Salud tient à affirmer son engagement dans la lutte pour l'égalité des genres au sein de notre société

# CONTENU

**INTRODUCTION ..... 5**

**LE DROIT À LA SANTÉ EN DANGER ..... 6**

Alors que de nombreuses voix s’élèvent pour un retour au « business as usual », la pandémie du coronavirus nous démontre au contraire qu’il faut faire les choses autrement. De façon radicalement différente. La crise du coronavirus prouve encore une fois que nos systèmes de soins de santé ne garantissent pas le droit à la santé.

**LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS OU CONTRE LES DROITS HUMAINS ? ..... 10**

Pour contenir la pandémie du coronavirus, de nombreux gouvernements prennent des mesures drastiques. Mais il arrive que celles-ci mettent les droits humains et la démocratie en danger.

**MOUVEMENTS SOCIAUX EN LIGNE DE MIRE ..... 12**

Au moment même où les droits de nombreuses personnes sont sous pression, le travail des mouvements sociaux et des défenseurs des droits humains est menacé.

**LUTTER ENSEMBLE POUR UNE SOCIÉTÉ SAINTE ..... 16**

La pandémie du coronavirus n’est pas qu’une crise, elle offre aussi l’occasion de bâtir une société saine. Pour faire en sorte de la construire, nous avons besoin de mouvements sociaux qui aient l’espace nécessaire pour remplir pleinement leur rôle.

**PARTICIPEZ ET RESTEZ INFORMES ..... 19**



**ONLY FIGHTERS WIN**



# TOUS HÉROS DE LA SANTÉ

**LA CRISE DU CORONAVIRUS TOUCHE TOUT LE MONDE. MAIS ELLE N'A PAS LE MÊME IMPACT POUR TOUS. ELLE A MIS À NU ET APPROFONDI LES INÉGALITÉS EXISTANTES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ.**

**T**ravailleurs de la santé, ouvriers et groupes marginalisés ont plus de risques d'être contaminés par le virus et de le payer de leur vie. Il est devenu évident que nos systèmes de soins ne peuvent pas assurer le droit à la santé de façon égale pour tous.

Pour diminuer la pression sur les hôpitaux et le personnel soignant, et endiguer la pandémie, les gouvernements prennent des mesures contraignantes. Sans distanciation physique, hygiène des mains et port de masques buccaux, encore plus de vies seraient en danger et l'impact de la pandémie serait plus important encore.

Cependant, dans certains pays, ces mêmes mesures mettent sous pression les droits humains. En leurs noms, des gouvernements restreignent les libertés démocratiques pour une durée illimitée et font appel aux grands moyens pour faire respecter les mesures de confinement.

Et il y a des gouvernements qui se servent de la crise du coronavirus contre les mouvements sociaux et les défenseurs des droits humains. Ils excluent les organisations sociales de la prise de décision, criminalisent les protestations, contrecarrent le travail humanitaire indispensable, et des militants sont victimes de violences policières.

Or, plus que jamais, les mouvements sociaux sont nécessaires alors que le droit à la santé de milliards d'individus est en danger. Les effets de la crise se feront sentir pendant de nombreuses années, mais de façon très inégale au sein de la société. Le rôle des mouvements sociaux est

donc crucial pour veiller à ce que les conséquences soient socialement équitables.

Si nous voulons assurer le droit à la santé pour tous et vivre dans une société post-corona qui soit plus saine, plus écologique et plus juste, nous devons permettre aux mouvements sociaux d'avoir tout l'espace nécessaire pour assumer leur rôle. Ils doivent pouvoir informer et mobiliser les citoyens, protester et stimuler la solidarité, formuler des exigences politiques, contrôler et critiquer librement la politique gouvernementale.

Voilà pourquoi, à travers la campagne « Only Fighters Win » (Ceux qui luttent gagnent), nous rejoignons le combat des mouvements sociaux. Les héros du secteur des soins de santé ne sont pas seuls ; ils reçoivent le soutien des mouvements sociaux provenant d'autres secteurs. Ensemble, ce sont tous des héros de la santé. De plus, une crise sanitaire globale ne peut être résolue que grâce à une collaboration internationale. C'est pourquoi, par cette campagne, nous demandons aux autorités belges qu'elles continuent à investir dans la solidarité internationale. Ainsi,

les mouvements sociaux du monde entier poursuivront leur lutte pour le droit à la santé de tous, pour des soins de santé publics forts et plus de justice sociale. Seuls ceux qui luttent peuvent espérer gagner. Tous sont des héros de la santé. Only fighters win ! 



**Les héros du secteur des soins de santé ne sont pas seuls ; ils reçoivent le soutien des mouvements sociaux provenant d'autres secteurs.**





**Près de 100 millions  
de personnes** risquent  
de tomber dans l'extrême  
pauvreté à cause de frais  
médicaux.

**Près de 800 millions de personnes consacrent 10% de leur budget aux dépenses de santé** (une famille belge moyenne consacre 4,6% de son budget aux dépenses de santé).

ALORS QUE DE NOMBREUSES VOIX S'ÉLÈVENT POUR UN RETOUR AU BUSINESS AS USUAL, LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS NOUS MONTRE AU CONTRAIRE QU'IL FAUT FAIRE LES CHOSES AUTREMENT. DE FAÇON RADICALEMENT DIFFÉRENTE. LA CRISE DU CORONAVIRUS NOUS DÉMONTRE QUE NOS SYSTÈMES DE SOINS DE SANTÉ NE PEUVENT PAS NOUS ASSURER LE DROIT À LA SANTÉ.



## LE DROIT À LA SANTÉ EN DANGER

**La moitié de la population mondiale n'a pas accès aux soins de santé essentiels.**

Les politiciens, économistes, journalistes et faiseurs d'opinion qui plaident pour un retour rapide à la « normale » oublient un problème important. Sans cette société pré-corona, jamais nous n'en serions arrivés à cette crise. En effet, le virus n'a pas tant détruit la société que montré à quel point elle était déjà fracturée.

### Des systèmes de santé défaillants

La plupart des pays n'étaient pas prêts à affronter une pandémie, malgré l'apparition de variantes du coronavirus et les avertissements répétés de l'Organisation Mondiale de la Santé et du monde scientifique. Partout dans le monde, les hôpitaux et centres de santé se battent contre des vagues de contaminations, ►

le personnel médical travaille à plein régime et dans nombre d'endroits, on manque de masques, de kits de dépistage et d'appareils respiratoires.

Il n'y a rien d'étonnant à cela : au cours des dernières décennies, de nombreux gouvernements ont démantelé petit à petit leurs systèmes de soins de santé publics. Économies et privatisations ont empêché la mise sur pied de campagnes de prévention à grande échelle et ont entamé la capacité à élargir les soins de santé en situation de crise. La qualité des soins s'est également dégradée.

## Un impact inégal

Outre l'inégalité de l'accès à des soins de qualité, toute une série d'autres facteurs font en sorte que le coronavirus et les mesures de protection n'impactent pas tout le monde de la même façon.

Des inégalités en termes de logement, conditions de travail, enseignement, ethnicité, genre, accès à l'eau et à l'alimentation, aux soins de qualité, font que certains groupes sont plus vulnérables face au virus. Les travailleurs, les personnes qui vivent dans la pau- ▶



**Début mars 2020, il y avait en RDC environ 70 appareils respiratoires pour 95 millions d'habitants.**



## Un système de santé défaillant en RD du Congo

Le Congo doit affronter le coronavirus alors que le système de soins de santé est défaillant et que d'autres problèmes sanitaires comme le choléra, la rougeole, Ebola et la malaria sont toujours présents dans le pays. Déplacements massifs de la population, sous-nutrition et accès insuffisant aux services essentiels ne font qu'aggraver la situation.



« Nos autorités n'informent pas la population sur les mesures simples d'hygiène, comme ne pas donner la main, la distanciation sociale ou se laver régulièrement les mains. C'est pourquoi nous faisons du porte-à-porte avec nos militants de la santé. Il n'y a pas d'argent mais nous pouvons toujours sensibiliser. »

**Billy Mangwaza** Étoile du Sud, partenaire de Viva Salud en RD du Congo

vreté ou les groupes marginalisés comme les sans-abris, les personnes incarcérées ou en fuite, font face à un risque accru de contamination ou de décès suite à une contamination par le virus.

Et c'est aussi vrai quand nous parlons de l'impact des mesures de quarantaine. Comment respecter les règles de distanciation quand on partage une chambre à sept ? Comment se procurer à manger quand on travaille dans le secteur informel et qu'on perd ses revenus du jour



« L'un des groupes qui importe le plus souvent le COVID-19 en Cisjordanie est celui des travailleurs palestiniens qui travaillent en Israël ou dans les colonies illégales. Leurs conditions de travail sont vraiment mauvaises et ils ne reçoivent aucune protection. »

**Shatha Odeh**

directeur, Health Work Committees, partenaire de Viva Salud en Palestine



## Palestine : double confinement à Gaza

Dans la bande de Gaza, la pandémie condamne la population à un double confinement. Trois invasions militaires et un blocus impitoyable par Israël ont fortement affaibli le système de soins :

- 2 lits aux soins intensifs pour 100.000 personnes (en Belgique, il y en avait 18 pour 100.000 personnes en début de pandémie) ;
- 97 appareils respiratoires pour 2,1 millions de personnes.

au lendemain ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes : environ 40% de la population mondiale n'a pas accès à l'eau courante ou à du savon à domicile. Près de 60% n'a pas de protection sociale.

Ce n'est pas une société résiliente et saine que le coronavirus a touchée, c'est une société dans laquelle de larges couches de la population ne bénéficient pas des droits de base sociaux et économiques. Bien plus qu'une crise sanitaire, la crise du coronavirus est d'abord une crise sociale et, de plus en plus, une crise de la démocratie. 🗣️



## L'approche cubaine

Malgré le blocus des États-Unis, Cuba dispose d'un des meilleurs systèmes de santé au monde. Prévention, accessibilité et confiance en sont les éléments essentiels. Les soins sont gratuits et le réseau de médecins de famille suit de près la situation sanitaire dans tous les recoins du pays. Chacun doit se faire contrôler au minimum une fois par an. Parce qu'ils ont confiance dans le système, les citoyens n'hésitent pas à se rendre dans le centre de santé de leur quartier. Durant la pandémie du coronavirus, les patients à risque ont reçu une visite quotidienne des médecins de famille, des bénévoles ou des étudiants en médecine.



### POUR EN SAVOIR PLUS

- Dossier « Pourquoi les soins de santé publics sont meilleurs »
- Vidéo « Le droit à la santé aux Philippines et à Cuba »





## « C'est le moment où l'unité et la collaboration doivent être plus fortes »

Lorsque le gouvernement a imposé le confinement, nous avons été surpris. Toutes nos activités et nos programmes ont été arrêtés. Nous nous demandions comment nous pourrions aider la communauté et les travailleurs pendant le confinement. Les travailleurs n'étaient pas sur la liste de ceux qui avaient droit de l'aide. Seules les personnes sans emploi et les habitants des bidonvilles étaient considérés comme pauvres. Mais les travailleurs peuvent aussi perdre leur emploi. Ensemble, ils peuvent faire pression pour une solution globale face à cette crise. C'est le moment où l'unité et la collaboration doivent être plus fortes.

Amy Dumupoy  
co-ordinatrice de programme chez Caritas Novaliches aux Philippines



« Tirer sur quelqu'un, le détenir ou l'abuser parce que cette personne n'a pas respecté le couvre-feu dans sa quête désespérée de nourriture, c'est là à l'évidence une réaction inacceptable et illégale. »

**Michelle Bachelet**  
Haute Commissaire pour  
les Droits Humains  
auprès des Nations Unies



**POUR CONTENIR LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS, DE NOMBREUX GOUVERNEMENTS PRENNENT DES MESURES DRASTIQUES. MAIS IL ARRIVE QUE CELLES-CI METTENT LES DROITS HUMAINS ET LA DÉMOCRATIE EN DANGER.**

## LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS OU CONTRE LES DROITS HUMAINS ?

**P**artout, les autorités ont déclaré « la guerre » au coronavirus. Leur approche rigoureuse de la pandémie nous le montre. Jamais encore des gouvernements n'avaient imposé autant de mesures restrictives. De nombreux pays ont déclaré l'état d'urgence et un tiers de la population mondiale a dû se confiner, d'une façon ou d'une autre.

N'étant pas prêtes à une telle pandémie, certaines autorités n'ont pas imaginé d'alternatives à l'imposition de lois d'urgence et de mesures exceptionnelles. Et ce faisant, elles ont mis sous pression l'espace démocratique et une série de droits fondamentaux.

### Les droits humains en confinement

De nombreux pays prennent des mesures contraignantes face à la pandémie. Au lieu d'informer la population sur les dangers du coronavirus et de veiller à des mesures sociales telles que l'aide alimentaire ou le soutien financier, leurs gouvernements imposent les mesures contraignantes par la répression, le non-respect de la vie privée, des sanctions particulièrement sévères et une militarisation accrue. Certains pays imposent même de nouvelles formes de surveillance technologique, via des applications sur smartphone ou des systèmes de reconnaissance faciale.

Ailleurs encore, la police et l'armée font usage d'une violence disproportionnée et parfois mortelle pour faire

respecter le confinement ou le couvre-feu. Des organisations de droits humains témoignent d'arrestations arbitraires, d'intimidations et de sanctions humiliantes. En Europe comme en Asie, en Afrique comme en Amérique du Nord et du Sud, des citoyens sont victimes de violations des droits humains. Les Nations Unies mettent d'ailleurs en garde contre une « culture toxique de confinement ».

Aux Philippines, dès la mi-mars, nos partenaires Karapatan, Gabriela et Council for Health and Development ont tiré la sonnette d'alarme concernant l'approche catastrophique du président Rodrigo Duterte qui a décrété l'état d'urgence pour 6 mois et envoyé l'armée et la police dans la rue pour contrôler le respect de la quarantaine.

Roneo Clamor, secrétaire général adjoint de Karapatan, l'a exprimé en ces termes : « Des millions et des millions de pesos sont transférés vers les services de renseignement et la soi-disant guerre contre les drogues, alors qu'on fait des économies sur le système de soins de santé et les services sociaux de base pour la population ».

Au lieu de protéger leurs populations en distribuant des masques buccaux ou en donnant une aide aux travailleurs touchés, certains gouvernements mettent en danger leurs citoyens. 🇵🇭



ACTIVISTS NOT  
TERRORISTS  
#OUSTOUT

LIBERATION

AYUDA  
HINDI  
TERROR  
LAWI

TRABAY  
HINDI  
TERROR  
LAWI

SEROSYONG  
MEDIKAL  
HINDI  
MILITAR!  
•CCP•

MASS TESTING  
MUNA, BAGO  
BALIKSKWELA  
SAGAPDAYAN IKKARTI

ONLY  
FIGHTERS  
WIN



AU MOMENT MÊME OÙ LES DROITS DE NOMBREUSES PERSONNES SONT SOUS PRESSION, LE TRAVAIL DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EST MENACÉ.

## MOUVEMENTS SOCIAUX EN LIGNE DE MIRE

**M**ême si les mouvements sociaux et les défenseurs des droits humains sont depuis longtemps victimes de répression dans certains pays, cette situation s'est aggravée avec la pandémie du coronavirus. Certains dirigeants autoritaires de pays où l'écart entre riches et pauvres est très marqué profitent de la situation pour rendre difficile voire impossible le travail des syndicats, des organisations des droits humains et d'autres mouvements sociaux. Bien entendu, la situation n'est pas identique partout mais des tendances générales se dégagent nettement

### Augmentation de la violence

La violence à l'encontre des défenseurs des droits humains et des représentants de mouvements sociaux n'a pas diminué. En Colombie, rien que pendant la première semaine de confinement, six militants, dont une femme et deux leaders indigènes, ont été assassinés de sang froid par des groupes paramilitaires liés à des entreprises minières et forestières illégales. Au cours du premier semestre 2020, plus de 100 militants ont été tués. En 2019, il y en a eu 120 au total. ▶

Aux Philippines aussi, la violence est toujours présente. Militants et travailleurs du secteur socio-culturel sont victimes d'intimidations, de harcèlements, de fausses accusations, d'arrestations illégales, d'enlèvements et même d'assassinats.

## Exclus de la prise de décision

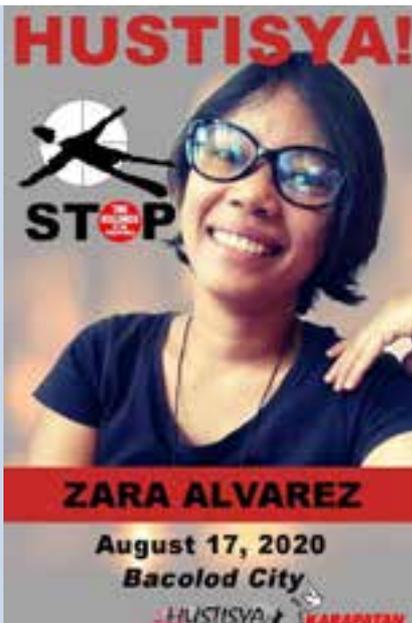
Dans plusieurs pays du monde, les mouvements sociaux sont exclus de la prise de décision. Alors que la pandémie exige des actions fermes à plusieurs niveaux, les gouvernements ne se laissent que trop peu conseiller par des mouvements sociaux riches d'une grande expérience du terrain. Les représentants de mouvements de femmes, de syndicats, d'organisations environnementales ou de groupes de minorités ne participent que peu au débat sur la gestion de la crise du coronavirus. Des questions aussi importantes que les conditions de travail, la violence intra-familiale, le changement climatique ou les besoins des personnes à bas revenus,

des groupes marginalisés ou des travailleurs risquent dès lors d'être encore moins prises en compte.

## Liberté d'expression et accès à l'information sous pression

Certains gouvernements sont allés jusqu'à limiter la liberté d'expression et l'accès à l'information. Ils édictent des lois leur permettant de poursuivre ceux qui critiquent leur approche ou, sous prétexte de lutte contre la « désinformation » sur la pandémie, ils restreignent l'espace de débat et s'en prennent aux critiques. Dans différents pays, citoyens, journalistes et activistes sont arrêtés sous prétexte d'avoir répandu de fausses informations, provoqué de l'« insécurité » ou partagé sur les médias sociaux des satires qui mettraient en danger l'« unité nationale ».

Alors que les gouvernements devraient justement être transparents et prendre leurs responsabilités face



Le 17 août 2020, Zara Alvarez, militante pour la santé et les droits humains, a été brutalement assassinée en raison de son engagement social. Comme beaucoup d'autres défenseurs philippins des droits humains, son nom figurait sur une liste de terroristes présumés.



## Introduction d'une loi anti-terrorisme aux Philippines

Le 3 juillet, le Président philippin Rodrigo Duterte a signé une loi qui permet de qualifier de terrorisme toute forme de critique à l'encontre de sa politique. La loi anti-terrorisme permet de poursuivre toute personne qui se bat pour les droits humains ou contre l'injustice sociale. Cette loi est la énième atteinte de Duterte à la démocratie imparfaite aux Philippines ; elle ancre dans la législation philippine une pratique largement répandue, celle de la criminalisation de l'activisme. Nos partenaires ne se laissent pas faire et poursuivent le combat, aux côtés d'organisations pour la protection des droits humains, de journalistes et d'avocats.



« En pleine crise sanitaire, le gouvernement se sert des pouvoirs spéciaux pour faire taire les critiques et réprimer le mécontentement social. »

**Cristina Palabay**  
Secrétaire générale de Karapatan,  
partenaire de Viva Salud aux Philippines

à la population, certains cachent des informations importantes, comme le nombre de contaminations ou les projets de reprise après la pandémie. De ce fait, les mouvements sociaux peuvent plus difficilement critiquer ouvertement la politique du gouvernement et proposer des alternatives.

### Liberté de déplacement limitée

Enfin, les restrictions de déplacement rendent impossibles certains aspects cruciaux du travail des mouvements sociaux. Un confinement peut ainsi affaiblir le lien entre les mouvements sociaux et les communautés dans lesquelles ils travaillent. Réunions, formations et rassemblements se déroulent en ligne ou sont annulés. Il est donc plus difficile pour eux d'élaborer une stratégie commune et de mobiliser, renforcer ou former leur base.

En outre, dans certains pays, les limitations de la liberté de déplacement sont l'occasion de saboter

l'aide humanitaire. Les organismes d'aide et les bénévoles risquent ainsi des peines de prison pour non-respect des règles de distanciation sociale lorsqu'ils distribuent des colis alimentaires, des masques ou du gel désinfectant. En raison du couvre-feu ou de l'interdiction de sortir de chez soi, il devient difficile, pour les mouvements sociaux ou les organisations humanitaires, d'apporter de l'aide aux personnes fortement impactées par la crise.

Et pour finir, certains gouvernements touchent de façon très opportune au droit à protester pacifiquement. Les restrictions d'importants rassemblements sont bien entendu compréhensibles pour endiguer un virus contagieux, mais nous pouvons nous demander pourquoi les travailleurs de certains secteurs non essentiels doivent se présenter au travail alors que les conditions n'y sont pas sûres, alors que les syndicats qui défendent les droits de ces mêmes travailleurs ne peuvent se faire entendre. 🗣️



### Arrestations de travailleurs humanitaires philippins

Le 1er mai 2020, malgré l'accord des autorités locales pour une distribution de nourriture, la police philippine a arrêté dix bénévoles, dont sept chauffeurs de jeepney, deux enseignants et un bénévole du mouvement de femmes Gabriela. L'arrestation a eu lieu à Marikina, une banlieue de Manille, la capitale.



Le COVID-19 Civic Freedom Tracker reconnaît que **41 pays** ont restreint la liberté d'expression.





**8 importantes multinationales alimentaires ont pu distribuer à leurs actionnaires 18 milliards de dollars au cours du premier semestre 2020.**

C'est dix fois plus que le montant estimé nécessaire par l'ONU pour mettre fin à la faim dans le monde. L'Agence Alimentaire Mondiale estime que d'ici à fin 2020, entre 6.000 et 12.000 personnes par jour risquent de mourir de faim des suites de la pandémie.

Source : Oxfam International



**LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS N'EST PAS QU'UNE CRISE, ELLE OFFRE AUSSI L'OCCASION DE BÂTIR UNE SOCIÉTÉ SAINTE. POUR FAIRE EN SORTE DE LA CONSTRUIRE, NOUS AVONS BESOIN DE MOUVEMENTS SOCIAUX QUI AIENT L'ESPACE NÉCESSAIRE POUR REMPLIR PLEINEMENT LEUR RÔLE.**

## LUTTER ENSEMBLE POUR UNE SOCIÉTÉ SAINTE

Les grandes catastrophes et les crises constituent toujours un défi. Elles secouent la société et ébranlent les évidences politiques. Certaines autorités utilisent le désespoir de la population pour agrandir le fossé entre pauvres et riches. Mais une crise peut aussi ouvrir des perspectives pour bâtir un avenir qui soit sain, social, équitable, durable et solidaire. C'est le cas aujourd'hui.

### Divers problèmes, un seul combat

La pandémie du coronavirus met en évidence les liens entre différents problèmes au sein de notre société. Nous ne pouvons séparer les causes et les conséquences de cette crise des effets désastreux des coupures budgétaires et de la privatisation dans le secteur des soins, de la crise climatique, de l'inégalité sociale sans cesse grandissante et du racisme si profondément ancré dans notre société. Le combat pour le droit à la santé est donc aussi un combat pour la justice sociale et la justice climatique.

Et cela offre des possibilités pour construire un contre-pouvoir. Autour des syndicats, mouvements pour le climat, féministe et anti-raciste, les militants de la santé peuvent faire inscrire à l'ordre du jour des changements structurels et imposer la justice sociale. ▶



### Mouvement Populaire pour la Santé

Depuis 2000, Viva Salud est actif au sein du Mouvement Populaire pour la Santé (MPS), un mouvement mondial d'activistes, d'organisations de la santé et d'institutions



académiques qui s'investissent pour le droit à la santé. Le MPS est une voix internationale importante dans la lutte pour des soins de santé de base forts et une vision élargie de la santé. Aux côtés d'autres mouvements, le MPS utilise la crise du coronavirus pour démontrer les liens globaux entre santé, climat, racisme et économie. Avec le WHO (OMS) Watch, l'organisation surveille de façon critique la politique de l'OMS. En proposant des alternatives, le MPS contribue de façon constructive à la politique sanitaire internationale.

L'union de ces forces est également nécessaire au niveau international. Le coronavirus ne tient pas compte des frontières. La réponse aux problèmes globaux doit être globale. Même si des institutions comme l'Organisation Mondiale de la Santé ne sont pas parfaites, elles n'en sont pas moins nécessaires pour s'attaquer efficacement à la prochaine pandémie.



## La solidarité comme réponse

Le coronavirus n'a pas apporté que des problèmes. Partout, des initiatives locales et internationales de solidarité ont vu le jour. Des comités de quartier ont pris soin des personnes âgées, les citoyens ont fait les courses pour les uns et les autres, ont applaudi le personnel soignant. Il y a aussi eu des manifestations de solidarité internationale : fin mars, Cuba a envoyé 52 médecins en Italie du Nord pour apporter leur aide dans les hôpitaux et la Chine a envoyé du matériel médical dans d'autres pays pour pallier aux manques.

De même, nos partenaires au Congo, aux Philippines, en Palestine et à Cuba se sont investis à fond pour les communautés dans lesquelles ils travaillent. En Palestine, des mouvements de jeunes ont distribué des flyers expliquant ce qu'il faut faire pour empêcher la propagation du virus, des kits hygiéniques et des colis alimentaires. Ils ont aidé à désinfecter les rues, ont offert leur aide aux personnes les plus durement touchées et ont contacté par téléphone les personnes âgées et les patients des centres de santé locaux pour vérifier si tout allait bien. En RDC, nos partenaires ont organisé leurs activistes de la santé pour qu'ils fassent du porte-à-porte avec des informations de prévention et pour rassembler du matériel de protection.

## Qui paiera pour cette crise ?

Pour faire face aux défis de cette crise, nombreux sont les gouvernements qui mettent de côté leurs principes d'austérité. Alors qu'ils ont répété pendant des années qu'il n'y avait pas d'argent, ils dégagent à présent des milliards pour atténuer l'impact de la pandémie. Les états membres de l'Union Européenne ont beau ignorer les normes strictes en matière de budget et de dette, la nationalisation des entreprises est sur la table ici et là. D'ailleurs, sous la pression du personnel de soins, le gouvernement belge a investi un milliard d'euros dans le secteur de la santé. Investir dans un système de santé public fort et dans la sécurité sociale est indispensable pour surmonter cette crise.

Néanmoins, le soutien financier gouvernemental ne signifie pas la fin des économies ou du démantèlement social, ni la prise en charge des frais de la crise par les épaules les plus solides. La crise financière de 2008 l'avait déjà montré : l'intervention de l'État a été temporaire et a surtout servi les intérêts des multinationales et de leurs actionnaires. C'est la population qui a payé la facture.

Aujourd'hui, la crise du coronavirus ne va ni entraîner automatiquement un changement social ni davantage de justice sociale. Les effets de la pandémie se feront ressentir encore pendant des années. Sans l'investissement et le combat des mouvements sociaux, l'impact sera encore plus grave et la facture sera présentée aux citoyens. Ce n'est qu'en luttant tous ensemble que nous pourrons construire une société saine.

## Investir dans la solidarité internationale

Le virus ne connaît pas de frontières. C'est pourquoi la solidarité et l'entraide internationales ne sont pas une option mais une absolue nécessité. Et cela ne concerne pas seulement les mouvements sociaux mais également nos gouvernements.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement belge de continuer à investir dans la solidarité internationale, afin que les mouvements sociaux puissent poursuivre leur lutte pour le droit à la santé, pour un système de soins de santé public fort et plus de justice sociale.

Ce n'est qu'en laissant aux mouvements sociaux l'espace nécessaire pour accomplir leur rôle important que nous pourrons construire, à partir de cette crise, une société juste. Et pour cela, nous avons besoin du soutien de tous. 🗣️



## PARTICIPEZ ET RESTEZ INFORMES

- [www.vivasalud.be](http://www.vivasalud.be)
- [www.facebook.com/vivasaludbe](https://www.facebook.com/vivasaludbe)
- [www.instagram.com/vivasaludbe](https://www.instagram.com/vivasaludbe)



## FAITES UN DON

Soutenez le travail des héros des soins par un don. Ainsi, vous permettez à nos partenaires aux Philippines, en Palestine et au Congo de continuer à renforcer les mouvements sociaux.

- ➔ Faites un don sur le compte de Viva Salud BE15 0010 4517 8030 (communication : don OFW)
- ➔ Soutenez en ligne sur : <https://actions.vivasalud.be/>



## SUIVEZ LES RECITS DE NOS TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ

Via WhatsApp, restez informé du travail de nos partenaires aux Philippines, en Palestine, en RD du Congo et à Cuba.

- ➔ Rajoutez le numéro 0470 82 72 22 à vos contacts ou scannez le code-QR
- ➔ Envoyez le message « je m'inscris » + votre nom



## RENFORCEZ LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Devenez membre d'un mouvement de solidarité comme Intal ([www.intal.be](http://www.intal.be)) ou Cubanismo.be ([www.Cubanismo.be](http://www.Cubanismo.be)), ou rejoignez un syndicat pour garantir le respect des droits sociaux de tous. Rejoignez le Mouvement Populaire pour la Santé (PHM: <https://phmovement.org/>) afin de renforcer les liens de solidarité internationale et de lutter tous ensemble pour le droit à la santé.

**ONLY  
FIGHTERS  
WIN**



ENSEMBLE, LUTTONS POUR LA SANTÉ